

« Hier, ils vivaient comme nous, à Damas ou ailleurs »

Au sud de la Sicile, l'équipage de la « Godetia » secourt des migrants, dans le cadre de l'opération « Triton »

REPORTAGE

CATANÈ (ITALIE) - envoyée spéciale

Deux petites mains agrippées l'une à l'autre hantent Lancelot Vantuyckom. Le jeune chef des transmissions de la Godetia est poursuivi par cette image d'un tout petit garçon accroché à sa sœur de 5 ou 6 ans par une terreux extrême. Le 9 juin, son bateau a croisé une nouvelle fois la détresse des migrants de la Méditerranée. En trois semaines et trois opérations, ce navire de commandement et de soutien logistique de l'armée belge a sauvé 599 migrants au sud-est des côtes siciliennes.

Le 9 juin, 253 personnes, majoritairement syriennes, parties six jours plus tôt d'Antalya en Turquie, en perdition en Méditerranée, sans eau ni nourriture, se retrouvent sur son pont arrière. Ces familles portent sur elles l'extrême douleur d'un exil qui touche les militaires. Les six années de Lancelot dans la marine, ses missions sous l'égide de l'OTAN, ne l'ont pas préparé aux scènes qu'il vit là. Ni lui, ni les 80 membres d'équipage de ce premier vaisseau belge, embarqué dans l'opération « Triton » de surveillance de la Méditerranée.

« On a beau être des militaires endurcis, voir ces gens avec leur vie dans un sac plastique et leurs enfants dans les bras nous émeut d'autant plus que, hier, ils vivaient comme vous et moi, à Damas ou ailleurs », résume le capitaine Philippe de Cock, 50 ans. « Quand vous avez 250 personnes entassées sur un bateau de 20 mètres, avec 87 enfants, 81 femmes, sans eau ni nourriture... Ça donne la chair de poule », confie Giuseppe Seminara, le représentant de la Guardia di Finanza, la police douanière et financière italienne.

Comme l'impose le règlement, tous les bateaux européens patrouillant pour l'agence européenne de surveillance des frontières, Frontex, dans les eaux italiennes doivent avoir à bord un

« 250 personnes entassées sur un bateau de 20 mètres, sans eau ni nourriture, ça donne la chair de poule »

GIUSEPPE SEMINARA
Guardia di Finanza

policier italien. Giuseppe Seminara, qui officiait à Rome, au service de répartition des secours, avoue qu'il était « loin d'imaginer la tragédie qui se joue là ».

L'arrivée de la Godetia dans les eaux italiennes répond à la promesse faite par la Belgique au sommet européen du 29 avril (suite aux 800 ou 900 morts dans le naufrage du 19 avril) de participer au renforcement de l'opération « Triton » de patrouille en Méditerranée centrale.

Trois jours après son début de patrouille, le navire lance son premier sauvetage. « Nous recevons l'ordre d'intercepter une embarcation quand elle entrera dans le périmètre de surveillance de "Triton" », qui commence 138 milles nautiques au sud de la Sicile, explique le capitaine. Pendant deux jours, la trajectoire du bateau est suivie en attendant que Frontex puisse intervenir.

La peur des cadavres

Izabella Cooper, porte-parole de l'agence de surveillance des frontières, rappelle que le navire belge serait intervenu hors de son périmètre en cas de SOS envoyé, ou d'avarie visible, mais la Godetia attend le 29 au matin, pour lancer un repérage en hélicoptère, montrant que « ce vieux bateau égyptien de pêche prend l'eau, et que 200 à 250 migrants sont à bord avec une foule d'enfants », explique Philippe de Cock. Ce constat opéré, le centre de commandement de Rome la mandate pour l'opération sauvetage, puisqu'il est le navire le plus proche.

Sur cette large zone de la Méditerranée centrale, « Triton » dispose de trois avions, six navires de patrouille de haute mer, douze patrouilleurs, deux hélicoptères et neuf équipes d'enquête. « Cela a permis à Frontex de sauver un tiers des 54 000 personnes secourues en Méditerranée depuis le début de l'opération », rappelle Izabella Cooper.

Le sauvetage commence par un message envoyé par le haut-parleur de la Godetia. Le ton oscille entre le rappel d'un très militaire « votre présence n'est pas autorisée » et la rassurante promesse que l'esquif est désormais « sous contrôle de la marine européenne ». Il se termine par : « Nous allons vous aider. Restez calmes et déplacez-vous le moins possible », répété en anglais, en arabe et en italien. C'est toujours Anne Van Brée, 42 ans, le second de la Godetia, qui prend la tête de la première embarcation de repérage. Accompagnée d'un médecin, d'un officier des opérations d'information, de son traducteur, de deux militaires armés de fusils d'assaut et d'un plongeur. Elle fait avec eux un premier état des lieux préparant la montée à bord.

Tous les migrants sont transportés par Zodiac. Une fois sur le bateau commencent la désinfection des mains et des pieds et la prise de température par l'équipe médicale. « Combinaisons, masques et gants ne peuvent être ôtés qu'une fois écarté le risque de contamination par des maladies infectieuses ou contagieuses », explique Pierre Cauberg, un des deux médecins militaires. La grande crainte est de tomber sur un bateau contenant des cadavres. Une possibilité sérieuse, en



Lors d'une mission de sauvetage menée par la « Godetia », près des côtes libyennes, le 23 juin. F. MALVOLTA/FRONTEx ; G. BORDI/ANP

LES CHIFFRES

140

millions d'euros

Budget attribué à l'agence Frontex pour 2015. Les États membres mettent à sa disposition des moyens matériels et humains. Ils prêtent navires, hélicoptères, avions patrouilleurs ou experts pour une période donnée.

38

millions d'euros

Budget consacré en 2015 à la seule opération « Triton ». Ce déploiement dans la Méditerranée centrale est la plus grosse opération menée par l'agence. Vingt-six pays y participent. Lors du sommet européen du 29 avril, les moyens d'intervention sur cette zone ont été renforcés. Afin de développer la coordination entre les différents services européens, Frontex ouvre ce vendredi, à Catane, un bureau régional où travailleront des agents d'Europol, agence européenne de lutte contre la criminalité organisée.

54 000

migrants rescapés

Nombre de personnes sauvées en mer depuis le 1^{er} novembre 2014, date de début de « Triton », dont un tiers par Frontex. 1 770 sont mortes ou ont disparu en Méditerranée depuis le début de l'année.



raison des conditions de voyage.

Si les sauvetages se suivent, ils ne se ressemblent guère. « Dans le premier et le troisième bateau, nous avions beaucoup de femmes et d'enfants. Des Syriens qui fuyaient la guerre. Il a fallu beaucoup rassurer. En revanche, le second bateau, celui du 2 juin, ne comportait, lui, qu'un adolescent et 11 femmes sur 203 personnes. Là, il a fallu être beaucoup plus ferme face à ces jeunes hommes », rappelle Anne Van Brée. « Même si une partie d'entre eux avaient souffert de sévices et été frappés

avant leur montée dans le bateau », selon le capitaine.

Ce jour-là, un des migrants a jeté son passeport à la mer au moment où Anne Van Brée arrivait dans son Zodiac. Le vent l'a déposé aux pieds d'un de ses officiers de sécurité. La militaire a dû troquer sa casquette de sauvetage pour reprendre celle de surveillance des frontières et remettre ce passeport aux autorités italiennes. Le jeune Africain souhaitait sans doute déclarer une nationalité qui permet plus facilement d'obtenir un statut de réfugié. Il se voit assigné à son pays d'origine.

« Facilitateurs »

Très vite, une fois tout le monde réhydraté grâce à des solutions salines instillées dans les bouteilles d'eau et une première colation servie, Gilles Schoonheydt sort son carnet orange. « Ma mission est de reconstituer le chemin parcouru par le bateau, mais aussi de comprendre si des "facilitateurs" sont encore présents au sein du groupe », rappelle cet officier d'information dont les élé-

ments seront communiqués aux autorités à terre.

Récemment, Frontex mettait l'accent sur l'importance de cette mission. Son directeur, Fabrice Leggeri, rappelait que « le débriefing des officiers est particulièrement important parce qu'il permet de comprendre la stratégie des criminels qui opèrent ». Dans le sauvetage du 9 juin, les passeurs avaient quitté le navire un jour après l'embarquement, lors de celui du 2 juin, l'enquête n'a pas été conclusive. En revanche, le 29 mai, 4 « facilitateurs » ont été remis

Une fois sur le bateau commencent la désinfection des mains et des pieds et la prise de température par l'équipe médicale

aux policiers italiens lors du débarquement à Crotona, en Calabre.

En dépit de l'engagement de l'équipage de la Godetia, l'opération « Triton » vit sur une ambiguïté. Lors du sommet européen du 29 avril, elle a été renforcée pour limiter les naufrages en Méditerranée centrale. Or, « par définition, Frontex n'est pas une agence de sauvetage, mais de surveillance des frontières extérieures de l'espace Schengen », rappelle Eva Ottavy, de la Cimade, une ONG d'aide aux migrants, qui a coordonné pendant trois ans l'opposition des associations européennes à Frontex. Ce large groupe demande d'ailleurs aujourd'hui que l'Europe finance une véritable opération de sauvetage, sous l'égide de l'Italie, comme c'était le cas avec « Mare Nostrum », mise en place par le gouvernement italien jusqu'en novembre 2014.

Le 5 juillet, sauf prolongation de la mission, le navire belge retirera son drapeau européen et repartira vers l'assistance aux bateaux de déminage, sa mission de base. ■

MARVLINE BAUMARD

France, terre de transit

Le gouvernement cherche à ralentir l'afflux de migrants sur la route reliant le monde méditerranéen au nord de l'Europe, passage obligé pour les aspirants à l'exil

Quelque 103 000 migrants ont franchi les portes de l'Europe depuis le début de l'année. Beaucoup ne font que traverser la France. Le pays s'est imposé comme une étape sur le chemin de l'Allemagne ou de la Suède, deux des pays les plus prisés. Dans ces conditions, le transit des migrants en France et à ses portes ressemble à un jeu de construction géant et instable. En bouger une pièce déstabilise l'équilibre général de l'édifice, qui reste d'une très grande précarité.

À Paris, le 2 juin, il y a plus de trois semaines, l'évacuation du campement de La Chapelle, installé depuis huit mois sous le métro aérien, a eu un effet domino dont les soubresauts se font encore sentir jusqu'au centre de l'Italie. Si les familles et les demandeurs d'asile qui y dormaient sous des tentes sont aujourd'hui hébergés, les migrants économiques, eux, n'ont bénéficié que de quelques jours de mise à l'abri, dont ils n'ont d'ailleurs pas toujours profité, préférant revenir près de leur ancien lieu de vie, leur seul repère dans la capitale. Dans son opération sanitaire, l'État avait en effet oublié que ces populations avaient besoin de solidarité pour se nourrir. Les installer dans des hôtels en grande banlieue les a littéralement affamés. Leur retour dans Paris et leurs tentatives successives pour recréer des campements près de la gare du Nord, dans le nord de Paris, a placé ces « indésirables » sous le feu des projecteurs. Au grand dam des autorités.

Invisibilité

Pour en finir avec cette couverture médiatique, qui faisait perdre quelques paillettes à la Ville Lumière, Paris a logé à tour de bras, tentant ainsi de rendre à ces exilés leur invisibilité. Or, le flux de nouveaux arrivants ne s'est pas tari pendant l'opération, et chaque fois que la municipalité pensait avoir réglé le problème, un nouveau campement se reformait.

C'est là que le ministère de l'Intérieur a décidé de changer de stratégie et d'agir en amont sur les chemins de l'exil. Le jeudi 11 juin, des policiers déployés sur les quais de la gare de Nice ont commencé à renvoyer des familles entières vers l'Italie. « J'ai vu des Érythréens avec des petits enfants, munis de billets de train et pourtant empêchés de monter dedans par des policiers », s'insurge alors Teresa Maffei, militante des droits de l'homme niçoise. Ces retournements se sont très vite doublés d'un filtrage des passages à la frontière avec l'Italie, créant un véritable camp de transit, autour de la gare de Vintimille. Quatre associations, le Groupe d'information et de soutien des immigrés, la Cimade, Avocats pour la défense des droits des étrangers et l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers ont d'ailleurs déposé un recours devant le Conseil d'État pour s'opposer aux pratiques discriminatoires qui empêchent désormais les

migrants d'entrer en France. Il devait être examiné jeudi 25 juin après-midi.

Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, trouve un double intérêt à cette situation. D'abord, les arrivées dans la capitale ne se font plus qu'au compte-gouttes – en attendant que les migrants empruntent d'autres routes. Ensuite, cette situation lui permet d'établir un rapport de force avec le gouvernement de Matteo Renzi, pour négocier l'épineux dossier de la gestion des arrivées sur les côtes italiennes.

Le ministre de l'Intérieur français voudrait en effet faire accepter à l'Italie l'installation de « hotspots » sur son territoire où seraient très les migrants avant renvoi rapide d'une partie d'entre eux dans leur pays d'origine... Le gouvernement italien refuse cette formule, notamment à cause du regard du pape, partisan de la libre circulation et pour qui un migrant est un homme libre, qu'il soit demandeur d'asile ou exilé économique. En attendant qu'un des deux camps ne modifie sa position, l'épreuve de force continue, et le blocage de Vintimille se répercute sur les villes de Milan et de Rome, où s'accumulent les migrants. Les arrivées sur les côtes continuent, elles, à leur rythme. Après quelques jours d'accalmie, plus de 3 000 personnes ont été secourues en mer et ramenées en Sicile ou dans les Pouilles lundi 22 juin.

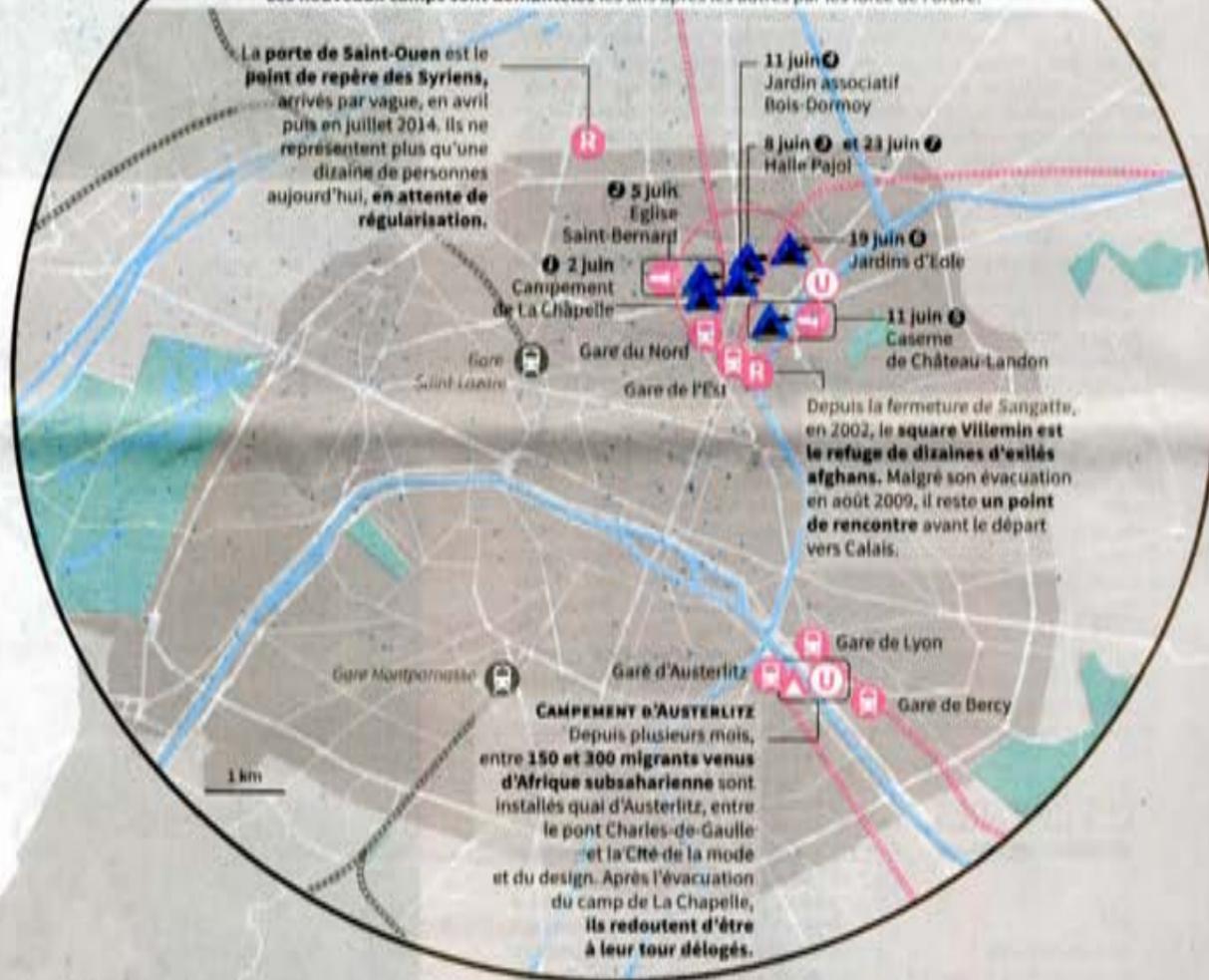
Sur la transeuropéenne de l'exil, Paris est aussi une étape avant Londres. Ce qui signifie que les soubresauts parisiens se ressentent jusque dans le Pas-de-Calais, où se massent les migrants dans l'attente de traverser la Manche. La « jungle » regroupe aujourd'hui plus de 3 500 migrants selon les associations, 3 000 selon la préfecture, alors qu'ils étaient 2 000 au printemps. L'étape parisienne du voyage devenant difficile, une partie de ceux qui voulaient rejoindre le Royaume-Uni sont allés directement tenter leur chance dans ce qui a été rebaptisé « le bidonville d'État » de Calais.

En avril, en effet, les autorités ont menacé d'expulsion les migrants qui restaient dans les squats du centre-ville. Les différentes nationalités s'entassaient désormais sur la même zone, sans sanitaires, à plusieurs kilomètres de la ville, ce qui a occasionné un week-end de bagarres et d'incendies début juin. La trentaine de passages qui s'opèrent en moyenne chaque nuit vers le Royaume-Uni ne suffit plus à désengorger le lieu. D'autant que Londres a décidé, mercredi, de renforcer ses contrôles sur le territoire français – en vertu de l'accord du Touquet qui les autorise à y intervenir. Un blocage à l'instar de ce que la France a mis en place à la frontière italienne. ■

MARYLINE BAUMARD
CARTOGRAPHIE :
FRANCESCA FATTORI,
SYLVIE GITTUS-POURRIAS,
FLAVIE HOLZINGER,
VÉRONIQUE MALÉCOT

À PARIS, L'ATTENTE D'UNE RÉGULARISATION OU D'UN NOUVEAU DÉPART

Après l'évacuation du camp de La Chapelle, le 2 juin, les migrants économiques ou « en transit » qui ne souhaitent pas demander l'asile en France sont logés provisoirement dans des hôtels à l'extérieur de Paris. Isolés et loin du réseau d'entraide parisien, beaucoup sont revenus dans le nord-est de la capitale, rejoints par des migrants arrivés récemment d'Italie ou revenus de Calais. Les nouveaux camps sont démantelés les uns après les autres par les forces de l'ordre.



Plus qu'une destination, la France est aujourd'hui un pays de transit...

AXE DE CIRCULATION DES MIGRANTS D'AFRIQUE ET DU MOYEN-ORIENT

- Principal port d'arrivée
- Parcours de migrants
- Axe privilégié Sud-Nord (voies ferroviaires)
- Aller-retour de migrants en fonction des possibilités de passage ou de régularisation

ZONES D'ENGORGEMENT

- Zone d'engorgement
- Ville frontalière - goulet d'étranglement où les migrants sont bloqués par la multiplication des contrôles à la frontière
- Grande métropole - zone de transit où se concentrent les migrants en attente soit d'une régularisation, soit d'un départ vers une autre destination

... qui apporte, comme ses voisins, des réponses avant tout sécuritaires...

LIMITER LES ARRIVÉES

- Renforcement des contrôles dans les gares, les trains, les camions...
- Système de surveillance et de détection des migrants
- Fermeture d'une frontière à l'intérieur de l'espace Schengen
- Pays de l'espace Schengen
- Pays hors de l'espace Schengen

DISPERSER

- Évacuation de campements par les forces de l'ordre, souvent reconstitués quelques jours plus tard
- Relogement à la périphérie dans des hôtels ou des centres de transit

REFOULER

- Expulsion de migrants en situation irrégulière interpellés sur le sol français hors du territoire

... participant à la multiplication de situations d'urgence.

PRINCIPAUX CAMPEMENTS

- Campement et/ou squat
- Point de rencontre des migrants qui leur permet de s'organiser et de conserver des liens avec les autres migrants de même nationalité

PROXIMITÉ DES GARES ET DU RÉSEAU ASSOCIATIF D'ENTRAIDE

- Gare, point de repère, d'arrivée et de départ
- Autoroute, axe stratégique de circulation des migrants par camion
- Structure d'urgence mise en place par les pouvoirs publics
- Structure d'urgence mise en place par les associations (douche, sanitaire, soupe populaire)

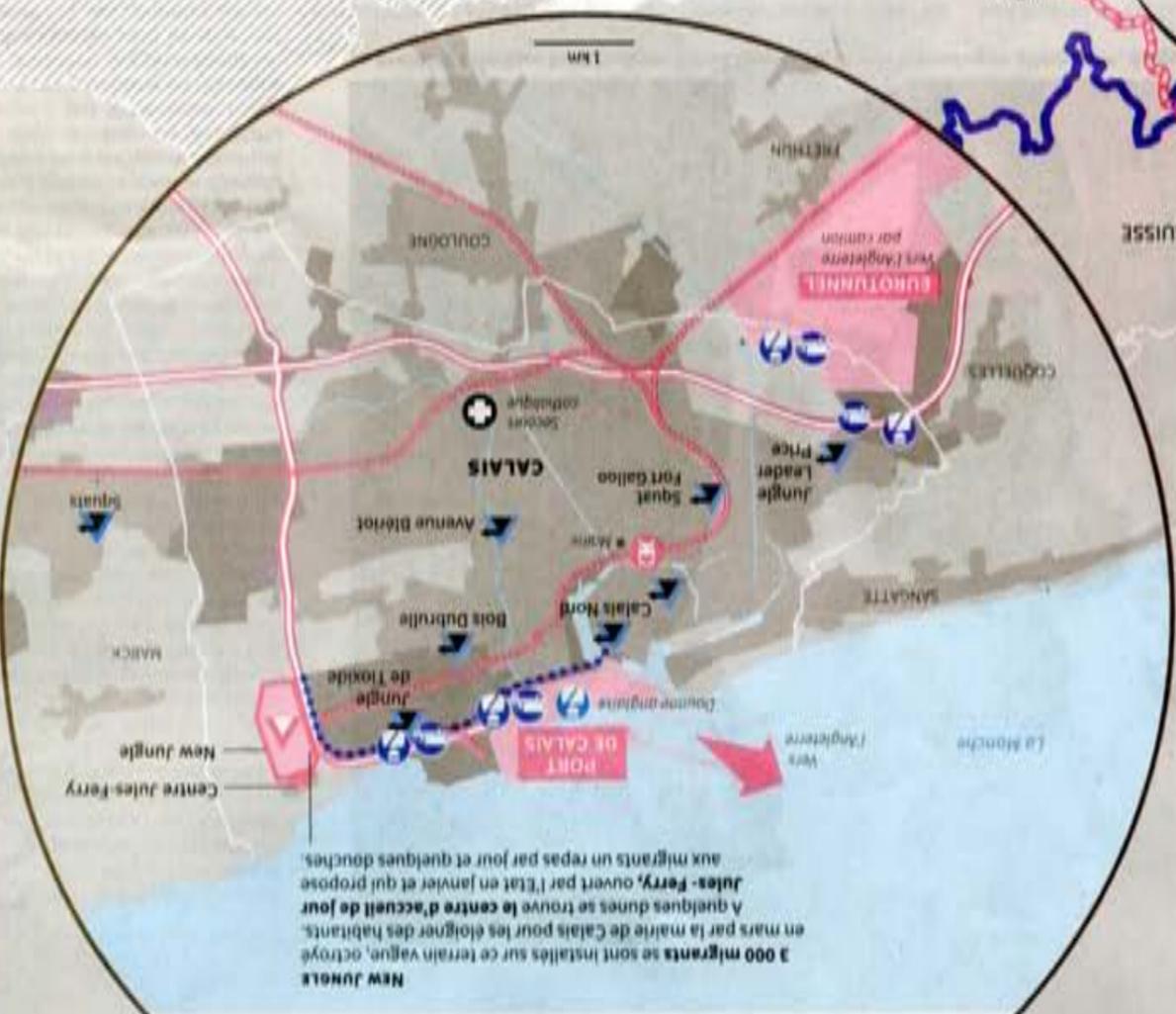
MOBILISATION DE MIGRANTS ET DE MILITANTS

- Sit-in de migrants à la suite à l'interdiction de passage de la frontière
- Manifestation de militants en soutien aux migrants

À CALAIS, LE DERNIER POSTE FRONTIÈRE AVANT L'« ELDORADO » BRITANNIQUE

11 000 migrants sont arrivés en 2014 au Royaume-Uni, dont une grande partie transitait par Calais. Le premier ministre, David Cameron, exige de l'Europe des mesures et des contrôles plus stricts aux frontières notamment à Calais.

New Junction
3 000 migrants se sont installés sur ce terrain vague, octroyé en mars par la mairie de Calais pour les éloigner des habitants. À quelques mètres se trouve le centre d'accueil de jour Jules-Ferry, ouvert par l'État en janvier et qui propose aux migrants un repas par jour et quelques douches.



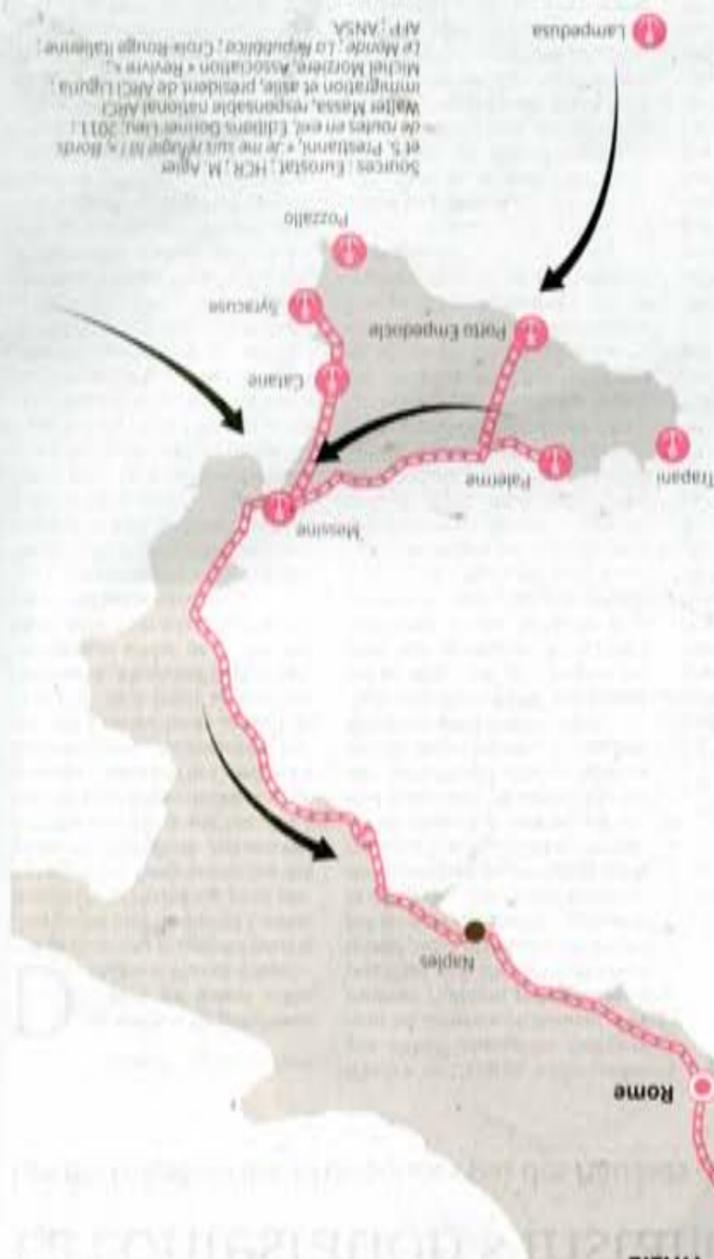
À VINTIMILLE, LE FACE-À-FACE DES AUTORITÉS FRANÇAISES ET ITALIENNES

Depuis le 12 juin, à Vintimille, près de 150 migrants, majoritairement d'Afrique subsaharienne, campent sur les rochers à proximité de la frontière en signe de protestation contre le blocus des forces françaises. Ils seraient près de 700, entre la frontière et la gare de Vintimille, à attendre un assouplissement des contrôles pour poursuivre leur route.



Côte française
Les forces de l'ordre françaises ont intensifié les contrôles dans les gares du sud du pays, à la suite des démantèlements musclés des campements parisiens. Ils ont aussi pour ordre de refouler vers l'Italie les personnes en situation irrégulière. La France invoque la politique européenne dite de Dublin, qui impose le traitement des demandes d'asile au pays d'arrivée.

Côte italienne
Selon la police et les associations italiennes, les autorités françaises profiteraient des incidents de la mi-juin pour refouler vers l'Italie des migrants n'ayant jamais transité. Face à l'afflux d'exilés, l'Italie se sent abandonnée par ses partenaires européens et a évoqué la possibilité de délivrer des titres de séjour provisoires permettant de circuler dans l'espace Schengen. Une situation qui était déjà produite en 2011, à la suite des révolutions arabes.



Sources: Eurostat, HCR, M. Agier
de routes en exil, Editions Douvres, 2011.
Walter Massa, responsable national AGC
migration et asile, président de Airci Liguria,
Michel Morize, Association « Revivre »,
Le Monde, La République, Croix-Rouge italienne,
AFP, ANSA.

VERS LES PAYS NORDIQUES

PARIS

VINTIMILLE

MENTON

FRANCE

ITALIE

ITALIE

MILAN

BOLOGNE

ROME

FRANCE

FRANCE

FRANCE

FRANCE

ITALIE

ITALIE